

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Vendredi 30 août 2019

Depuis quelques semaines, l'occupation sans droit ni titre d'une partie du parc départemental des Lilas à Vitry suscite une vive émotion dans la ville, à plus d'un titre.

En premier lieu, nous assistons à des arrivées quotidiennes de personnes et de familles qui constituent un rassemblement de population ingérable désormais dans un quartier de la ville qui n'est évidemment pas prévu pour cela. Les travaux et chantiers actuels des chantiers facilitent les occasions de s'installer qui ne peuvent perdurer à nos yeux.

En second lieu, chacun comprendra que cette situation pose des questions de salubrité publique que l'ensemble des pouvoirs publics ne peuvent ignorer. La présence d'enfants notamment sur ce campement inquiète de nombreux acteurs, qui à juste titre, demandent avec insistance que des mesures soient prises.

Par ailleurs, si chacune et chacun peuvent comprendre que des conditions de vie difficiles engendrent des désordres dans la vie quotidienne du quartier et de ses alentours, personne ne peut cautionner le développement de trafics inacceptables mettant en cause l'intégrité humaine de personnes présentes sur le campement.

Enfin, le risque existe d'un effondrement de certaines parcelles occupées, le sous-sol dans ce quartier étant particulièrement fragile. Les prescriptions du PLU imposant la non constructibilité sont justifiées, et c'est la raison pour laquelle le département a pris naturellement la décision d'assoir sa demande d'évacuation notamment sur cet aspect.

Pour toutes ces raisons, je m'associe à la demande de l'Association des élus communistes et républicains, formulée voilà plusieurs années maintenant, d'une conférence régionale sur cette question des migrations des populations Roms. Elle doit être entendue, et peut permettre de rassembler tous les acteurs politiques et publics autour d'une table pour envisager des solutions pérennes d'une situation devenue insupportable pour les communes. Et elle peut permettre aussi aux décideurs locaux d'imposer aux autorités européennes la prise en compte de ce dossier, pour des citoyens européens que sont les populations Roms.

Pour l'heure, je souhaite qu'une réunion d'urgence se tienne le plus rapidement possible avec les services préfectoraux compétents, en présence du Département, afin de travailler à envisager une solution pour ce campement du parc des Lilas.

Jean-Claude Kennedy
Maire de Vitry-sur-Seine